

Pierre-Yves Rapaz

«Il devra mettre de l'eau dans son vin»

Le candidat bénéficie d'un large soutien dans son Chablais natal. Certains le jugent pourtant trop à droite

Cindy Mendicino

A Bex, on l'appelle par son prénom. «Pierre-Yves devra mettre de l'eau dans son vin.» L'expression revient souvent lorsqu'on interroge les Bellerins à propos de la candidature au Conseil d'Etat de leur municipal, Pierre-Yves Rapaz. Le personnage est connu, parce qu'il occupe un siège communal depuis 1985 et parce qu'il appartient à une famille d'agriculteurs-viticulteurs bien du coin. Parmi les villageois, difficile d'en trouver qui ne sont pas favorables à l'élection de l'enfant du pays.

Personne depuis Veillon

Un Chablaisien au Château? Dans la région, la réponse est oui, souvent sans hésitation. «J'aime mieux voir quelqu'un de par ici», lâche Lucien Barbezat, tenancier d'un kiosque. Depuis 1996 et la démission de Pierre-François Veillon - UDC bellerin lui aussi -, l'extrême est du canton n'a plus eu de représentant au Conseil d'Etat. A part, peut-être, feu Jean-Claude Mermoud devenu, avec ses séjours aux Diablerets, un fin connaisseur de la région.

Pierre-Yves Rapaz pourrait reprendre le flambeau. «Il s'est toujours investi dans le développement», précise Annie Oguey, présidente d'Aigle Région. Et cette phrase, entendue aux Ormonts: «Je n'ai jamais voté UDC mais là je vais le faire. Pour la région.»

Dans les rues de Bex, on tombe parfois sur des réfractaires. Pas de chance, ils ne souhaitent pas s'exprimer. Commerçants ou non, personne ne veut «dire du mal» de cette figure locale et cantonale (Pierre-Yves Rapaz est le chef du



Dans les rues de Bex, difficile de trouver un citoyen qui exprime ouvertement son opposition à Pierre-Yves Rapaz, l'enfant du pays. CHANTAL DERVEY

groupe UDC au Grand Conseil). Ceux qui s'y risquent avouent être freinés par le parti, davantage que par l'homme. «Pierre-Yves est sympa et il aurait été d'un autre parti, c'était oui, sans problème,

explique Fabienne Zeiter, éducatrice de Bex. Mais non, voter UDC, je ne peux pas.» Et André, croisé dans le bourg: «Je ne vote pas UDC. Ni ici ni ailleurs. Même si un régional, ce serait bien.»

Un point commun entre ceux qui le soutiennent et ses détracteurs, en revanche: Pierre-Yves Rapaz devra «arrondir les angles» pour intégrer un collège. «L'UDC, c'est toujours non. On ne peut pas

Josiane Rouiller-Monay
livreuse de repas et vigneronne

«C'est un homme sympa mais il a un caractère fort. Il faudra peut-être qu'il soit un peu plus diplomate. En même temps, ça ne lui ressemble pas de rentrer dans le moule. Il est pétillant, il a plein de choses à dire et affirme ses idées. Il a le charisme, aussi, pour y arriver.»

Daniel Bochud
retraité

«Il est très actif, très persuasif même s'il est un peu dur. Il parviendra à être consensuel, mais il est possible qu'il soit plus affirmé que M. Mermoud.»

gouverner comme ça! Même si j'ai l'impression qu'il s'est un peu calmé, lâche un commerçant.

Cette impression est d'ailleurs largement partagée. La réputation du candidat au caractère fort et

tranché évolue vers une image plus posée et réfléchie. Peut-être cela suffira-t-il à séduire ceux qui, malgré une aversion pour le parti, voteront pour la région. Une chose est sûre: le candidat Rapaz interpelle. Il incarne à la fois le successeur légitime de Jean-Claude Mermoud et l'alle dure de l'UDC. Il est réputé peu diplomate, mais n'a pas fait de vagues depuis des mois. Enfin, il représente une région de périphérie qui a parfois le sentiment d'être oubliée.

Défendre la région

Le principal intéressé entend «rappeler que le Chablais existe», même s'il précise avoir déjà œuvré dans ce sens en tant que député. Il rappelle les enjeux de la région qu'il défendra: le futur hôpital Riviera-Chablais, le projet d'agglomération Monthey - Aigle, et la surélévation des tunnels ferroviaires de Burier et de Saint-Maurice «pour pouvoir faire passer les trains à deux étages». Trois sujets liés au Bas-Valais, si proche du Chablais, et zone périphérique aussi. Enfin, le candidat ne les oublie pas: les Alpes vaudoises et l'avenir de leurs remontées mécaniques constitueront un sujet d'intérêt tout particulier. Pierre-Yves Rapaz, c'est sûr, connaît sa région.

Equilibres régionaux

Ces districts qui n'ont pas de magistrat au Château

Comme il y a dix districts et sept conseillers d'Etat, toutes les régions du canton ne peuvent pas être représentées. La Broye n'a plus d'élus au Château depuis le retrait de Marcel Blanc en 1991. Les deux districts de La Côte ne sont plus représentés depuis 2002. Le Chablais n'a plus de magistrat depuis 1996 et le Gros-de-Vaud, depuis le décès de Jean-Claude Mermoud en septembre.

Mais est-ce utile d'avoir sous la main un conseiller d'Etat

provenant de sa région? Avant de renoncer à se présenter au gouvernement, le synd de Nyon, Daniel Rossellat, avait jugé crucial que sa région envoie un conseiller d'Etat à Lausanne pour se pencher sur les problèmes démographiques et économiques de La Côte. Une importance que relativise sa collègue de Morges, Nuria Gorrite: «Certes, avoir son conseiller d'Etat, cela offre des facilités et des réseaux; cela garantit la bienveillance

et l'attention, mais il existe d'autres critères essentiels comme le projet politique et les capacités personnelles.»

La syndique Verte de Bottens, Béatrice Métraux, brigue le siège laissé vacant par Jean-Claude Mermoud et estime utile pour son district de conserver un magistrat: «Le Gros-de-Vaud se trouve au cœur du canton, entre deux agglomérations et en pleine expansion, il est important que le Conseil d'Etat soit conscient de ses problèmes spécifiques.»

A Payerne, la syndique et présidente des radicaux vaudois, Christelle Lulsier, ne revendique pas forcément un siège pour la Broye: «Un magistrat doit penser à l'ensemble du canton. Mais je juge important qu'il y ait des conseillers d'Etat issus des régions périphériques, et pas seulement des villes ou des agglomérations. Eux seuls peuvent saisir l'importance de dossiers particuliers comme les lignes de transport régional.»

Reste que la composition du Conseil d'Etat a représenté assez bien les diverses régions à travers les législatures, si on fait abstraction de la traversée du désert de la Broye. Un équilibre dû à deux facteurs qui s'annulent: les régions périphériques ont tendance à se mobiliser pour leurs candidats, tandis qu'il est plus facile d'accéder à la notoriété cantonale lorsque l'on vient d'une région d'avantage peuplée, proche du centre de décision. J.FD